

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-Prets-Etudiants-sont-ils-les-nouveaux-subprimes-aux-Etats-Unis>

Les Prêts Etudiants sont-ils les nouveaux « subprimes » aux Etats-Unis

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : jeudi 2 février 2017

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Alors qu'il y a maintenant près de 10 ans commençait la crise des subprimes aux Etats-Unis [1], une nouvelle crise financière menace : celle des prêts qui ont été accordés aux étudiants. L'encours de ces prêts est aujourd'hui phénoménal. Le volume de la dette accumulé a dépassé les 1400 milliards de dollars aujourd'hui, dont 1000 milliards ont été empruntés aux banques privées et environ 400 milliards ont été empruntés aux services de l'Etat Fédéral. Cette dette a dépassé de fait le montant de la dette liée aux cartes de crédit ou aux prêts liés à l'automobile.

Cette dette concerne donc aujourd'hui plus de 44,2 millions d'américains, dont plus de 7,4 millions sont dans l'incapacité de rembourser. C'est 17% des anciens étudiants qui sont donc concernés, et cela correspond à 11% du total des dettes. Ces chiffres sont effectivement de l'ampleur des « subprimes ». C'est la raison pour laquelle j'ai consacré à ce problème une chronique sur *Radio-Sputnik* avec Pascal Gauchon, directeur de la revue Conflits et Philippe Béchade, président des Éconoclastes, que l'on peut écouter à cette adresse : « [La dette étudiante américaine : la nouvelle crise des subprimes ?](#) »

A l'origine de la bulle des prêts étudiants

C'est donc devenu le cauchemar des familles américaines. Il faut savoir qu'aux Etats-Unis [financer](#) les études universitaires de ses enfants a toujours été très cher. Les grandes universités, et même ce que l'on appelle les « collèges », qui correspondent en réalité à notre premier cycle universitaire, sont payants. Il faut très souvent épargner longtemps à l'avance pour pouvoir offrir à ses enfants la possibilité de faire des études supérieures.

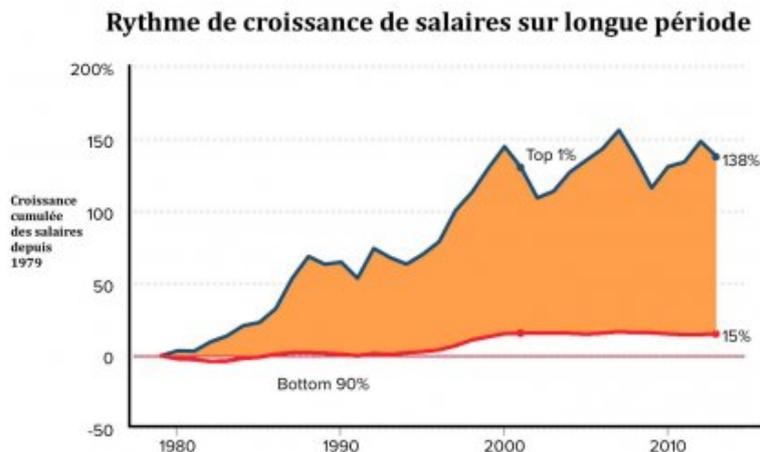
Jusqu'à la fin des années 1980, le système libéral américain, qui reposait sur des établissements largement financés par les frais de scolarité, auxquels s'ajoutaient des bourses de l'Etat, s'est cependant révélé efficace. Ce système, il faut le dire, s'appuyait sur des subventions publiques importantes, qui rétablissaient une forme d'égalité entre les enfants de la bourgeoisie et les enfants de la classe ouvrière. Les programmes d'aides publiques qui ont été mis en place après la seconde guerre mondiale ou la guerre de Corée ont joué un rôle important dans cette relative égalité des conditions d'accès aux études. Ce système a été progressivement copié par la plupart des pays développés avec plus ou moins d'ampleur.

L'envolée des frais de scolarité depuis plus de vingt ans (une hausse d'environ 5% par an alors que l'inflation a rarement dépassé les 2% par an) a transformé ce qui devait être un cercle vertueux en un piège qui aujourd'hui se referme sur les étudiants. En cause, le retrait de l'Etat du financement de l'[enseignement supérieur](#), retrait qui s'est amorcé à la fin des années 1980 mais aussi l'explosion des investissements par les universités qui, dans un contexte de plus en plus concurrentiel, se lance dans des programmes d'équipement très ambitieux. Mais aussi, ce qui a déstabilisé le système américain c'est l'afflux d'étudiants à la recherche de la clé d'entrée dans la classe moyenne.

La question des inégalités de revenu

A l'origine de ce fait, le décrochage des revenus des classes moyennes-inférieure et de la classe ouvrière, décrochage qui est dans une large mesure imputable à la mondialisation [2]. Cet écart entre les 1% les plus élevés et les 90% les plus bas s'est largement ouvert depuis les années 1980.

Graphique 1

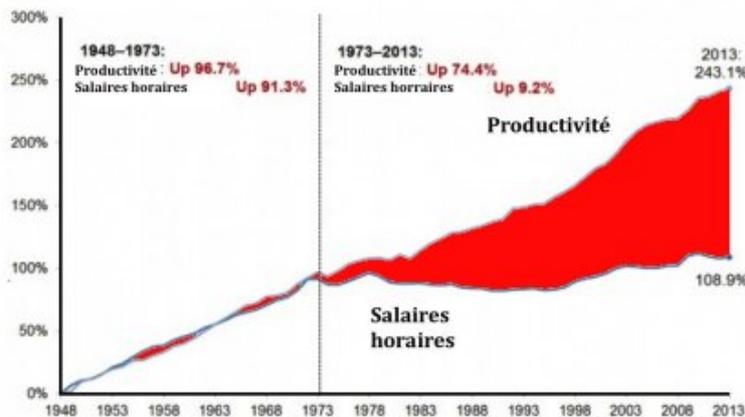


Source : Mishel L., Gould E et Bivens J., « Wage stagnations in 9 charts », *Economic Policy Institute*, 6 janvier 2015.

Cet écart se lit aussi dans le décrochage entre le rythme de gains de la productivité du travail et celui des salaires horaires. Si les deux courbes apparaissent quasiment parallèles de 1946 à 1973, ce qui implique que les gains de productivité ont essentiellement profité aux salariés, on constate qu'il n'en est plus de même après 1973. Depuis cette date, les salaires horaires ont augmenté nettement plus lentement que la productivité du travail, ce qui implique que les gains de productivité ont essentiellement profité aux profits des entreprises. Cette situation s'est aggravé dans les années 1990, visiblement sous l'effet de la mondialisation et de l'ouverture des frontières. En fait, la question des prêts étudiants apparaît de ce point de vue une répétition de ce qui s'est produit lors de la crise des subprimes [3].

Graphique 2

Ecart entre les gains de productivité et les salaires horaires ouvriers aux Etats-Unis



Source : Idem, graphique 1

Dans cette situation, l'accès aux études supérieures est devenu le moyen apparent pour des jeunes d'accéder à des salaires plus rémunérateurs. Alors que dans les années 1950 et 1960 on pouvait accéder à un niveau de vie similaire à la classe moyenne sur la base d'un emploi d'ouvrier dans l'industrie et dans la construction, ceci n'est plus possible à partir des années 1980. D'une certaine manière, la montée des candidatures pour l'enseignement supérieur traduit le blocage de l'ascenseur social aux Etats-Unis, un blocage qui semble s'être produit à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

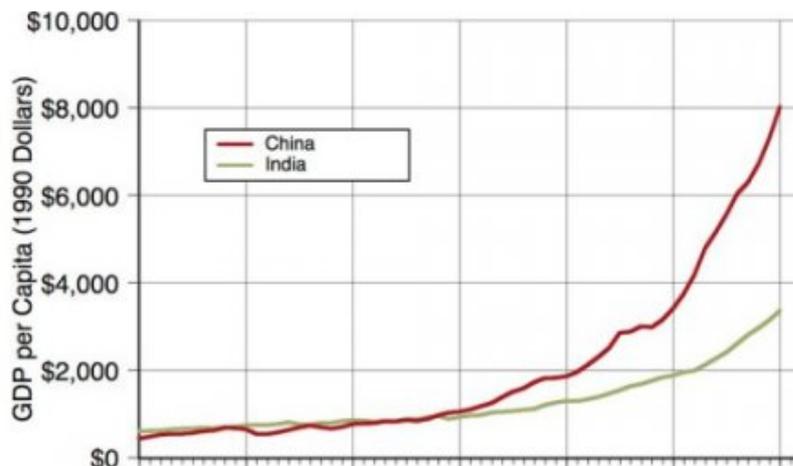
Le financement des études des enfants des classes moyennes et de la classe ouvrière

Les Prêts Etudiants sont-ils les nouveaux « subprimes » aux Etats-Unis

Le système des prêts étudiants, pierre angulaire de l'[architecture](#) universitaire usaméricaine, se voulait donc une réponse à ce problème de la montée des candidatures. Vous empruntiez à une banque, ou à l'Etat (via le département de l'Education) et vous remboursiez dès que vous touchiez un salaire. Mais, les emplois bien payés se sont raréfiés, comme on l'a vu. La charge de la dette pèse lourdement sur les jeunes ménages. La machine des prêts est devenu une machine incontrôlable qui aujourd'hui met en cause la stabilité des grandes banques.

Les déceptions sont aujourd'hui nombreuses. Légions de jeunes licenciés d'une université sans grande réputation, qui ont pourtant dépensé 60 000 dollars pour un diplôme découvrent que celui-ci leur ouvre les portes... d'un [emploi](#) de serveur au fast-food du coin. La perte de revenu pour les classes moyennes apparaît comme très significative depuis 1979.

Graphique 3



Cette perte de revenu pénalise bien entendu les enfants des classes moyennes et de la classe ouvrière, alors qu'ils tentent de faire des études supérieures. Le système se révèle donc extrêmement inégalitaire. Il entérine en fait la mort définitive du « *rêve américain* ».

Alors, près de dix ans après la crise des « *subprimes* », certains chiffres font froid dans le dos. A la fin juillet 2016, comme on l'a déjà écrit, près de 7 millions d'emprunteurs avaient en outre cessé de rembourser depuis au moins un an, soit une augmentation de 400 000 personnes en un an. Malgré les différents programmes mis en place par l'administration Obama proposant un rééchelonnement des prêts, la situation semble bien aujourd'hui échapper à tout contrôle. Les banques commencent elles-mêmes à s'inquiéter et on s'interroge : une nouvelle crise d'endettement, similaire à la crise des *subprimes*, semble donc sur le point d'éclater aujourd'hui aux Etats-Unis ?

Jacques Sapir" pour

<https://russeurope.hypotheses.org/5644> class='spip_out' rel='external'>RussEurope. Paris, 31 janvier 2017

* **Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « La Démondialisation » (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] Crise à laquelle j'ai consacré une autre émissions : « [Les 10 ans de la crise des subprimes](#) »

[2] J. Bivens, « [Globalization, American Wages, and Inequality](#) » *Economic Policy Institute Working Paper*, Washington DC, 6 Septembre, 2007.

[3] Sapir J., « *From Financial Crisis to Turning Point. How the US 'Subprime Crisis' turned into a worldwide One and Will Change the World Economy* » in *Internationale Politik und Gesellschaft*, n°1/2009, pp. 27-44. Idem, « [Global finance in crisis](#) », *real-world economics review*, issue no. 46, 20 May 2008, pp. 82-101